



On a toutes les raisons de se révolter

★ Le 12 mars, des milliers de personnels de l'éducation nationale seront en grève, principalement dans le secondaire mais pas seulement ★ Cette journée s'inscrit surtout dans le cadre du mouvement de grève reproductible qui touche plusieurs établissements dans les académies de Créteil, d'Aix-Marseille... ★

Quand le privé bouffe le public

L'entreprise de démolition programmée du service public d'éducation est aujourd'hui à un tournant décisif. La réforme de la formation des enseignants et enseignantes, gigantesque fabrique à précaires, couplée aux suppressions massives de postes (14 600 cette année, 50 000 en cinq ans) sont des signes clairs. En parallèle le nombre de postes aux concours du Privé augmente dans des proportions vertigineuses : + 121% pour le Capes privé, + 219% pour le CAFEP PLP ! La LRU permet le financement privé des universités et quelques « jardins d'enfants » payants sont appelés à remplacer les classes maternelles. **En le finançant massivement, le gouvernement favorise clairement le secteur privé au détriment du public.** Et ne soyons ni dupes ni naïfs : l'éducation est bel et bien privatisable. Des modèles alternatifs au service public existent (ailleurs dans le monde, embryonnaire ici dans les « boîtes à bac » qui pullulent...) et les capitalistes salivent à l'avance devant les futurs bénéfices du « marché » de l'éducation.

L'indécence des assises sécuritaires de Châtel

Inutile de s'étonner des actes « d'incivilités », vu l'état de délabrement savamment orchestré par le gouvernement : en trois ans près de la moitié des effectifs de Vie scolaire ont disparus. Que Châtel tente d'entonner la ritournelle sécuritaire pour amadouer les personnels en annonçant des « assises de la sécurité » n'est pas surprenant. **Mais toutes les vidéosurveillances, tous les portails électriques, toutes les équipes mobiles de sécurité n'empêcheront pas la violence sociale d'exister dans un système d'injustice et d'oppression.** Non, l'école n'est pas un sanctuaire ! Aujourd'hui corsetée entre loi du fric et loi des flics, l'école doit se libérer en redevenant un bien public appartenant à toutes et tous.

On a toutes les raisons de se révolter

Face à des conditions de travail dégradées pour les personnels de l'éducation nationale, il est légitime de se révolter. Dans la grève et dans l'action, les travailleurs et les travailleuses de l'éducation peuvent inverser la vapeur et apporter leur contribution à la construction d'un vaste mouvement d'ensemble. **C'est la voie à suivre, celle que prennent les grévistes du 93 en reconduisant leur mouvement en assemblées générales souveraines.** L'action et la démocratie directe sont nos seules garanties de victoire collective. Un mouvement massif pourrait aussi, comme dans le supérieur l'an passé, poser concrètement, par les personnels mobilisés eux et elles-mêmes, la question de l'alternative à l'école capitaliste. **C'est ce à quoi veulent travailler les militants et militantes communistes libertaires de l'éducation.**

Pas un euro pour l'enseignement privé, l'argent public à l'école publique !

Créations massives d'emplois publics, titularisation immédiate de tous les précaires

Nationalisation du privé sans indemnités : vers un service public d'éducation socialisé

Qui sommes nous ?

AL-Educ est un bulletin d'intervention politique réalisé par des militant(e)s d'Alternative Libertaire de l'Education Nationale. Syndicalistes révolutionnaires et communistes libertaires, syndiqué(e)s à SUD, CGT, FSU... nous luttons pour une alternative globale au capitalisme, pour une école émancipée des valeurs libérales et méritocratiques. Nous rejetons le rôle et la fonction de représentant(e)s de cette République qui n'a rien de sociale, d'égalitaire, de démocratique. Enseignant(e)s, nous nous plaçons résolument aux côtés de la jeunesse populaire, aux côtés de celles et ceux broyés par un système éducatif dont le rôle est de reproduire la société de classes, aux côtés de tous(tes) les salarié(e)s, du public et du privé.

Pour nous contacter ?

- Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du journal *Alternative Libertaire*

Nom : Prénom :

Mail :

Adresse :

Tél :

*Alternative
Libertaire*

12/03/10

Coupon à retourner à : **Alternative Libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19.**

Web : www.alternativelibertaire.org